Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs

Travailleurs, travailleuses, jeunes,

Vous voulez en finir avec le régime des Giscard, Barre, et Chirac.

« La France vit au-dessus de ses moyens » dit le chef des patrons, R. Barre. Quelle France ? Pas celle des travailleurs qui se tuent au travail pour un pouvoir d'achat toujours plus faible ; pas celle des chômeurs (surtout des jeunes et des femmes) que leur situation pousse parfois au suicide ; pas celle des petits paysans ruinés par le marché commun capitaliste.

Ceux-là vivent dans leur chair l'austérité, le chômage, les licenciements, la ruine de régions entières.

Et Giscard, Barre, Chirac annoncent cyniquement que cela va empirer et durer : le programme de la droite, c'est encore plus d'austérité et de misère ; c'est la répression de tous ceux et celles, (travailleurs immigrés, militants syndicaux, antinucléaires, militantes féministes) qui refusent et résistent. La société que nous promet la droite, c'est celle du « Travaille et tais-toi ». Libéral ce régime ? Libre de se faire exploiter ! Mais pas de contrôler notre travail et ce que l'on produit, pas de refuser le programme nucléaire, pas de dominer son corps et sa vie quand on est une femme.

En mars 1978, la droite demande un nouveau bail, afin d'avoir les mains libres pour bloquer les salaires, licencier, réprimer, tuer.

Dites-lui : non !

Au premier tour comme au second tour, pas une voix pour ses candidats !

Dehors Giscard-Barre-Chirac !

Mais que peuvent changer le Programme commun et un gouvernement d'Union de la gauche ?

Pendant des années les partis de l'Union de la gauche ont présenté le Programme commun comme le grand moyen de sortir le pays de la crise, de donner satisfaction aux travailleurs et d'amorcer un profond changement de politique.

Après avoir refusé toute riposte unie et résolue contre le plan Barre et le régime de Giscard, le PC et le PS s'affrontent aujourd'hui sur des questions qui n'ont rien à voir avec les véritables exigences des travailleurs.

Ni l'un ni l'autre ne sont prêts à mener la lutte pour les 35 heures, pour le droit au travail pour les femmes, pour le soutien aux comités de soldats. Ils ont rivalisé de discrétion et de passivité au moment ou la justice française livrait Klaus Croissant. Ils se querellent sur une poignée de filiales, mais ils sont l'un et l'autre d'accord pour que l'économie de marché, autrement dit le capitalisme et l'exploitation demeure la règle. De même, ils sont toujours d'accord pour garder Giscard, respecter la Constitution de 1958, refuser l'autodétermination des TOM et DOM, maintenir l'armement nucléaire et accepter l'alliance atlantique.

Le Programme commun, version PC ou PS, ne peut être qu'un programme de gestion du capitalisme. Il ne permet ni de sortir de la crise, ni à plus forte raison de marcher au socialisme.

Non décidement ce n'est pas ce qu'attendent les travailleurs ! On ne peut donc leur faire aucune confiance !

Le gouvernement constitué pour appliquer ce programme, ne serait pas un gouvernement au service des travailleurs. Malgrè les quelques mesures initiales favorables aux travailleurs (SMIC, augmentation des droits syndicaux, etc.), il serait contraint, faute de rompre avec le système capitaliste, d'en subir la logique en mettant en œuvre une politique d'austérité dite de « gauche » comme le font le Parti travailliste anglais, le Parti communiste portugais ou encore le Parti communiste italien.

Pour imposer nos revendications et sortir de la crise :

— il faut l'unité des travailleurs ;
— il faut en finir avec ce régime ;
— il faut rompre avec le capitalisme ;
— il faut marcher au socialisme.

Une autre voie est possible !

Celle de la lutte unie des travailleurs pour la défense immédiate et intransigeante de nos revendication :

— le SMIC à 2 400 F et la garantie du pouvoir d'achat ;
— un emploi pour toutes et pour tous ;
— la semaine de 35 heures ;
— le droit de travailler et de vivre au pays.

Celle de la lutte

— contre toutes les formes d'oppression et discrimination envers les femmes, les jeunes, les immigrés ;
— contre le programme électronucléaire du gouvernement ;
— contre notre propre impérialisme, pour le droit à l'autodétermination des TOM-DOM.

Une telle lutte débouche inévitablement sur l'affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois et la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs. Il s'appuiera sur la mobilisation et l'autodétermination des masses pour :

— exproprier les grands moyens de production et les banques, instaurer le monopole d'état sur le commerce extérieur, réduire massivement le temps de travail ; ces mesures permettront le contrôle et la gestion directe des masses dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie ;
— épurer l'administration, démanteler la hiérarchie militaire, armer les travailleurs ;
— dévolopper la solidarité internationale des travailleurs et opposer à l'Europe des polices et du capital, l'Europe des travailleurs.

En réalité aucune de nos revendications les plus élémentaires ne pourra être satisfaite durablement sans abattre le système de profit et d'exploitation qu'est le système capitaliste.

A Créteil, Bonneuil Joinville, St-Maur, 20 ans ça suffit !

Les travailleurs de Créteil, St-Maur, Bonneuil et Joinville subissent aussi depuis trop longtemps la politique de la droite.

Le député sortant Billotte a été le digne représentant du régime en participant activement à tous les mauvais coup du pouvoir.

Billotte, c'est les travailleurs licenciés (MAC) les usines qui ferment (Printemps...).

Billotte, c'est la répression antisyndicale (contre François Llamas, contre les délégués CGT de Markt électronique), les flics dans les usines (Centre de tri de Créteil), c'est les saisies, les expulsions qui se multiplient.

Billotte, c'est l'urbanisme mégalomane de Créteil-Béton, c'est les tripatouillages des banques derrière la SEMAEC.

C'est les soldats emprisonnées (Meunier, Faligot).

C'est le saccage des jardins ouvriers, l'usine d'épuration des eaux de Créteil empestant les cités ouvrières de Bonneuil.

Billotte, c'est l'expulsion de José Fernandez, officier antifasciste Portugais, c'est les caméra-flics au coin des rues.

C'est enfin le vote du plan Barre et 7 000 chômeurs dans la Ve circonscription.

Beaumont, le nouveau maire de St-Maur, est une vieille connaissance pour les travailleurs de nos villes ; son antisyndicalisme virulent l'a rendu tristement célèbre au CHU Mondor, son soutien ouvert aux groupes fascistes est connu par les étudiants de Paris-XII-université.

Beaumont, c'est l'homme contre qui les communaux de St-Maur se sont mis en grève quelques jours après son arrivée pour défendre leurs acquis de travailleurs.

Beaumont enfin, s'est produit en représentation à côté de son patron Raymond Barre dans les rues de St-Maur, au début février. Beaumont l'homme neuf défend la vieille politique du gouvernement.

Les candidats du PFN et du FN, nostalgiques de l'Algérie française et des coups de main contre les organisations ouvrières ne sont là que pour la figuration en attendant de retourner sous les ailes de leur protecteur du pouvoir... Le fleurissement de ces candidatures n'est-il pas à mettre en relation avec la recrudescence des activités racistes et des agressions contre les locaux syndicaux et ouvriers du département ?

Quant aux gaullistes, soi-disant de gauche, récemment ralliés au Programme commun, sous leur peinture nouvelle on retrouve toute la politique gaulliste.

M. Noël, maire de St-Maur pendant 12 ans en est le vivant symbole. La courte échelle que leur fait le PCF ne suffira pas à redorer leur blason.

Le désistement des Radicaux de gauche pour C. Lalumière, n'est que le produit du vaste marchandage qui s'est tenu nationalement entre le PS et les Radicaux de gauche. Ce groupe, peu connu des travailleurs de la circonscription, s'est fait remarquer par sa défense de la propriété des patrons. Il reportera leur audience de « notable » bourgeois sur la candidate du PS.

Pour tout cela avec nous, vous direz :
Dehors Billote !
Pas une voix pour la droite réactionnaire !
Pas une voix pour Beaumont, Noël ou les nazillons !

Le PC et le PS : la même politique partout

Dans la Ve circonscription, le PC et le PS développent la même politique que nationalement. A Créteil peu de temps après l'arrivée de la nouvelle équipe municipale à majorité socialiste, les impôts locaux ont augmenté de 20 %. Certes, c'est Billotte le premier responsable mais qu'on fait le PC et le PS pour organiser la riposte ouvrière ?

Au lieu de mobiliser la population pour refuser collectivement la hausse avec l'ensemble des organisations ouvrières et populaires, ils ont développé des campagnes chacun dans leur coin, sectairement et sans efficacité. Le PC a crié que « c'était bien la preuve que le PS virait à droite... » mais à Vitry, les impôts locaux ont augmenté de 20 %, dans une municipalité du PC.

A travers le problème des impôts locaux que nous vivons tous, c'est toute l'impasse de la politique des réformistes du PC et du PS qui est démontrée.

En voulant gérer la pénurie, on ne peut satisfaire les revendications ouvrières !

On ne peut donc décidément faire aucune confiance au PC et au PS.

Travailleuses, travailleurs

en votant au second tour pour les candidats réformistes les mieux placés, vous contribuerez à chasser la droite, sans pour autant soutenir la politique de Marchais et Mitterrand.

Mais au premier tour,

Femmes, qui luttez pour le droit au travail, pour la libre disposition de votre corps, contre toute oppression et discrimination ;

Jeunes, qui luttez pour le droit à la parole, au travail et à l'épanouissement ;

Soldats, qui luttez pour garder sous l'uniforme les droits de travailleurs à part entière ;

Nationalités et régions opprimées, qui luttez pour vos droits culturels et politiques, pour vivre et travailler au pays.

C'est cela qu'expliqueront les candidats de la liste « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Si nous nous sommes présents sur le terrain électoral, c'est non seulement en fonction des échéances politiques importantes mais aussi parce que nos deux organisations existent et luttent depuis près de dix ans dans la région : avec les jeunes (dans les foyers, les lycées, les facultées), avec les femmes pour leur libération, avec les travailleurs immigrés, avec les soldats, avec les travailleur(se)s de la Fonction publique, des hôpitaux ou encore tout récemment nous étions au cœur des la lutte des postiers du Centre de tri de Créteil...

Cette voix là, nul ne pourra la faire taire !

Travailleuses, travailleurs,

— qui refusez l'austérité de droite comme de gauche ;
— qui refusez la collaboration de classe ;
— qui voulez chasser Giscard-Barre ;
— qui voulez dire à Marchais et Mitterrand que s'ils l'emportent, il faudra compter avec vos exigences, votre vigilance, votre mobilisation.

Votez pour vos revendications,
pour les solutions socialistes à la crise

Votez pour **Noël Dauce** candidat présenté par la LCR et **Martine Rouzaud** suppléante présentée par l'OCT, dans le cadre de l'accord unitaire entre
— les Comités communistes pour l'autogestion
— la Ligue communiste révolutionnaire
— l'Organisation communiste des travailleurs
sous le sigle :
Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs.

Vu, le candidat.